

L'incidence des prestations de protection sociale sur des comportements susceptibles d'être liés à la croissance inclusive : examen de la littérature existante

*Luis Henrique Paiva, Institut brésilien de recherche économique appliquée (Ipea)
et Santiago Falluh Varella, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)*

Les prestations de protection sociale pourraient en théorie fausser l'incitation marginale provenant des prix du marché et donc avoir des répercussions négatives sur des comportements microéconomiques susceptibles d'influer sur la croissance économique, comme l'épargne ou l'offre de main-d'œuvre. Elles pourraient en revanche permettre aux individus et aux ménages soumis à des contraintes de crédit ou de liquidités d'investir dans l'éducation ou de lancer une entreprise, voire de migrer vers un endroit où elles pourraient faire un meilleur usage de leurs compétences.

Paiva et Varella (2019) ont examiné la littérature empirique consacrée à l'incidence des prestations sociales contributives et non contributives sur une série de comportements microéconomiques susceptibles d'influer sur la croissance économique : 1) la consommation et l'épargne, 2) l'offre de main-d'œuvre, 3) l'éducation, 4) la fécondité, 5) la migration et 6) l'innovation et la prise de risques.

Cet examen de la littérature indique qu'il ne semble guère y avoir matière à trop craindre ou espérer d'une éventuelle incidence des prestations de protection sociale sur la croissance économique par des voies microéconomiques. Si les pensions peuvent entraîner des conséquences négatives sur l'épargne et l'offre de main-d'œuvre, les estimations sont souvent très variables et peu élevées. Chez les travailleurs présentant un faible niveau de revenu et d'instruction, susceptibles d'être soumis à des contraintes de liquidités et de crédit, le comportement en matière d'épargne reste généralement inchangé. Il existe de surcroît des politiques permettant de pallier ces éventuels effets négatifs : des formules actuariellement justes de calcul des prestations, un âge de la retraite adéquat, un accès limité à la retraite anticipée et une étroite coordination entre les politiques actives et passives en matière d'emploi pourraient en effet réduire ou neutraliser l'effet dissuasif des prestations de protection sociale.

Il est encourageant de constater que des transferts monétaires modestes favorisent la scolarisation et la fréquentation scolaire, notamment lorsqu'ils sont conditionnés, bien que leur incidence soit nettement moins claire sur l'apprentissage, pourtant crucial. Les pensions contributives et les transferts monétaires conditionnels produisent par ailleurs un impact négatif mineur sur la fécondité, qui pourrait constituer une source de préoccupation pour la viabilité des systèmes de pension par répartition et pour la croissance économique. Vu l'éventuelle incidence positive d'autres prestations liées à l'enfance, il convient d'envisager une réforme de la protection sociale consistant à réduire la part des dépenses de pension et à considérablement augmenter celle des prestations destinées à l'enfance. L'affiliation à la sécurité sociale, favorable à la croissance puisque les personnes affiliées correspondent aux membres les plus productifs de la population active, tend à être inversement proportionnelle à la migration. Si les transferts monétaires peuvent financer la migration, ils peuvent du même coup stimuler la croissance si ces migrations s'effectuent à l'échelle nationale. Enfin, certains éléments donnent à penser que le versement de modestes transferts monétaires permet de petits investissements et améliore les stratégies de gestion des risques.



La meilleure nouvelle réside dans l'amélioration du bien-être des ménages grâce aux prestations de protection sociale, que semble indiquer leur relativement faible incidence négative (par ex. sur l'épargne ou la main d'œuvre). La vaste palette de politiques permettant de pallier cette éventuelle incidence négative, conjuguée aux effets positifs (certes modestes) de ces prestations dans des domaines tels que l'éducation, la migration ou la prise de risques, invite à un certain optimisme quant à leur incidence globale sur la croissance économique par des voies microéconomiques.

Référence :

Paiva, L. H., et S. F. Varella. 2019. *The Impacts of Social Protection Benefits on Behaviours Potentially Related to Inclusive Growth: a Literature Review. Working Paper de l'IPC-IG n° 183.* Brasília : Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive.